



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Armée de Terre  
13<sup>e</sup> base de soutien du Matériel  
Détachement d'Yzeure - Moulins  
Antenne Section Achats Réactifs**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - ACTE D'ENGAGEMENT**

**Numéro de consultation :** MLS25012

**Procédure de passation :**

Procédure adaptée, défense ou de sécurité  
> à 90 000 € HT

**Articles du code de la commande publique retenus :**

Art. L2323-1

Art. R 2323-1

**N° officiel du marché :**

**N° du marché engagement juridique Chorus :**

**Code tiers fournisseur Chorus :**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS .....</b>	<b>3</b>
1.1 Acheteur .....	3
1.2 Titulaire .....	4
<b>Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3 - FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4 - ETENDUE DU MARCHÉ ET CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
5.1 Durée du marché et délai d'exécution .....	5
<b>Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
6.1 Commande des opérations.....	6
6.2 Obligations du titulaire .....	8
6.3 Constatation de l'exécution des prestations .....	9
<b>Article 7 - PENALITES.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8 - REGIME FINANCIER .....</b>	<b>9</b>
8.1 Avances .....	9
8.2 Variation des prix.....	9
8.3 Informations comptables .....	10
8.4 Modalités de facturation.....	10
<b>Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>11</b>
9.1 Assurances.....	11
9.2 Changement affectant le titulaire .....	12
9.3 Résiliation.....	12
9.4 Litiges et contentieux .....	12
<b>Article 10 - SIGNATURES .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 11 - NOTIFICATION .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 12 - DEROGATION AU CCAG .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 13 - ANNEXES.....</b>	<b>13</b>

# Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

## 1.1 **Acheteur**

Ministère des Armées  
Service de la Maintenance Industrielle Terrestre

13ème BSMAT - Détachement de Moulins  
Antenne SAR Chorus  
Bureau Procédures Marchés  
57 rue des Epoux Contoux  
BP 74  
03402 YZEURE CEDEX

SIRET : 150 000 651 00011  
CODE APE : 8422Z Défense  
NIC : FR50 150 000 651

### Pouvoir Adjudicateur :

Chef du détachement de Moulins, nommé personne signataire des marchés publics et des accords-cadres par arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et des accords-cadres au ministère des armées – version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### Responsable marchés :

Madame Claire ROCHAS  
Tel : 04 70 48 88 73  
Courriel : [claire.rochas@intradef.gouv.fr](mailto:claire.rochas@intradef.gouv.fr)

Monsieur Benoît BRUNOT  
Tél: 04 70 48 88 28  
Courriel : [benoit-joseph.brunot@intradef.gouv.fr](mailto:benoit-joseph.brunot@intradef.gouv.fr)

### Rédacteurs :

Madame Brigitte BOURNAT  
Tél: 04 70 48 88 47  
Courriel : [brigitte.bournat@intradef.gouv.fr](mailto:brigitte.bournat@intradef.gouv.fr)

Madame Thi Ngoc Vang LE  
Tél: 04 70 48 88 47  
Courriel : [thi-ngoc-vang.le@intradef.gouv.fr](mailto:thi-ngoc-vang.le@intradef.gouv.fr)

### Correspondant technique Clermont-Ferrand :

Madame FLORET Prisca  
Tél : 04 73 99 27 39  
Courriel : [prisca.floret@intradef.gouv.fr](mailto:prisca.floret@intradef.gouv.fr)

### Correspondant technique Moulins :

Monsieur Franco ARRU  
Tél : 04 70 48 88 04  
Courriel : [franco.arru@intradef.gouv.fr](mailto:franco.arru@intradef.gouv.fr)

## 1.2 Titulaire

Le signataire,

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
* agissant pour mon compte * agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
N° Siret :	
Code APE :	
PME-PMI :	OUI - NON (1) barrez la mention inutile

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

## Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des appareils de levage mobiliers au profit du 13<sup>ème</sup> BSMAT Clermont-Ferrand et du détachement de Moulins.

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) ;
- L'annexe 1 : lot 1 colonnes élévatrices portiques ;
- L'annexe 2 : lot 2 ponts élévateurs traverses ;
- L'annexe 3 : lot 3 tables élévatrices plans inclinés ;
- L'annexe 4 : rapport d'intervention ;
- L'annexe 5 : pénalités ;
- L'annexe 6 : table de prix maintenance corrective ;
- Le cahier des clauses techniques particulières CCTP;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## Article 3 - FORME DU MARCHE

Ce contrat est un marché :

- à procédure adaptée de défense ou de sécurité
- mono attributaire ;
- à bons de commande.

## Article 4 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX

### **Valeur du marché :**

428 000.00 € HT maximum.

### **Nature des prix :**

Les prix sont unitaires.

### **Date d'établissement des prix :**

La date d'établissement des prix correspond à la date de signature du contrat par le candidat.

### **Régime des prix :**

Les prix proposés sont fermes et définitifs la première année du marché.

Les prix sont révisables annuellement.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## Article 5 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHE

### **5.1 Durée du marché et délai d'exécution**

Le marché court à compter de la date de sa notification pour 12 mois reconductible trois (3) fois.

Il sera prorogé par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'Administration se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. En cas de décision de non reconduction, le titulaire est informé au minimum 2 mois avant la date anniversaire de notification par écrit signé de l'autorité signataire du marché.

## **5.2 Principes de facturation**

La facturation s'effectue conformément aux coûts inscrits dans l'annexe de chaque lot « coût de l'horaire maintenance curative » et dans l'annexe VI « forfait de déplacement (voir article 7 du CCTP).

1) Les frais de déplacement pour un diagnostic ou un devis restent à la charge du titulaire. Seuls seront facturés les coûts forfaitaires de déplacement (quel que soit le nombre d'intervenants sur site) qui auront été préalablement détaillés sur le devis dûment accepté par le responsable technique du site concerné par la prestation.

2) Lors de la rédaction du devis, il est demandé au titulaire d'indiquer clairement le coût horaire, le forfait déplacement, le nombre d'heures passé sur site pour l'intervention et le coût des fournitures et/ou des pièces. En ce qui concerne les tarifs de ou des fourniture(s), la 13<sup>ème</sup> BSMAT se réserve le droit de comparer les prix proposés avec ceux des fabricants primaires (sources : internet, fournisseurs hors marchés...). Si des écarts importants sont constatés par le responsable technique de la 13<sup>ème</sup> BSMAT, ce dernier pourra, avant de valider le devis « curatif » demander une justification sur les écarts de prix et éventuellement imposer un fournisseur primaire au titulaire.

## **Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

Les engagements juridiques (bons de commande) régis par le présent marché seront signés par le chef de détachement de Moulins, pouvoir adjudicateur (PA).

La notification des engagements juridiques (bons de commande) au titulaire se fera par courrier électronique avec accusé de réception par la Cellule de Coordination de Réalisation des Besoins (CCRB) ou par le Pôle Expertise Approvisionnement (PEA) du service bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des engagements juridiques (bons de commande) qui lui seront notifiés.

Lorsqu'il sera fait état au titulaire d'un besoin ne figurant pas aux annexes de chaque lot, le titulaire s'engage à transmettre au demandeur un devis détaillé faisant mention du prix unitaire HT en € et du coût horaire de la maintenance curative (HT) en € de chaque prestation (voir article 7 du CCTP).

Les prix ainsi déterminés pour chaque nouvelle référence, s'ils sont acceptés par le pouvoir adjudicateur, seront considérés comme initiaux définitifs et seront valables pour tous les bons de commande notifiés ultérieurement.

Ces nouvelles références seront ajoutées à la table du prix par ordre de service.

### **6.1 Commande des opérations**

Les responsables de la maintenance de l'outil de production des différents sites de la 13<sup>ème</sup> BSMAT assurent la programmation, le suivi de l'exécution ainsi que la réception des opérations de maintenance préventive et corrective des moyens de levage réalisées par le titulaire. Les

coordonnées de ces personnes figurent à l'article 10 du CCTP.

Les opérations de maintenance préventive et corrective à réaliser sont ordonnées de la façon suivante :

- Pour le site de Clermont-Ferrand :

- Une commande annuelle de maintenance préventive ;
- Une commande annuelle de maintenance corrective post CVPO ;
- Une commande de maintenance corrective après incident.

Le titulaire organise et regroupe ses interventions en traitant la totalité des équipements (un seul forfait déplacement en référence à la table de prix).

- Pour le site de Moulins :

- Une commande annuelle de maintenance préventive ;
- Une commande annuelle de maintenance corrective post CVPO ;
- Une commande de maintenance corrective après incident.

Les opérations de maintenance seront déclenchées à la demande des responsables de la maintenance de l'outil de production des différents sites de la 13<sup>ème</sup> BSMAT.

Le titulaire organise et regroupe ses interventions en traitant la totalité des équipements (un seul forfait déplacement en référence à la table de prix).

Il établit un devis et le fait parvenir au responsable de la maintenance du site dans les délais proposés par le titulaire sur l'annexe V ou au maximum dans un délai de 72 heures (courriel).

L'intervention sera déclenchée après validation préalable du devis et réception par le titulaire d'un bon de commande. Le délai d'intervention sur site est fixé par le titulaire sur l'annexe V ou au maximum dans un délai de 48 heures après la notification du bon de commande. Dans tous les cas, cette date sera soumise à approbation, du responsable de la maintenance du site concerné.

Les devis devront mentionner les éléments suivants :

- L'équipement concerné et sa localisation (site, bâtiment) ;
- L'identification du matériel concerné (marque n° de série) ;
- Le temps de main d'œuvre ;
- Le coût horaire (HT et TTC) ;
- Le coût des pièces et/ou fournitures (HT et TTC) ;
- Le forfait déplacement (HT et TTC).

Les prix de réalisation des opérations intégreront tous les matériels de manutention nécessaires (telles que échelles, nacelles élévatrices...).

## **1- ELIMINATION DES DECHETS**

L'enlèvement et l'élimination des éventuels déchets produits lors de la maintenance sont à la charge du titulaire.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur concernant le transport des déchets et leur élimination, la revalorisation des matériaux et la traçabilité du circuit d'élimination.

Si l'élimination de ces déchets l'exige, une copie du bordereau de suivi de déchet (initialisé par le titulaire) devra être fournie au bureau prévention de l'établissement le jour de l'intervention

## **2- HABILITATION AU TRAVAIL, HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL**

Les titres d'habilitation de conduite d'engins et transport et de manutention seront joints à la réponse du candidat.

### **Accès au site :**

Le titulaire devra préalablement fournir une liste du personnel susceptible d'effectuer une intervention afin de réaliser des contrôles élémentaires (CE) individuels. Le titulaire présente des personnes n'ayant pas fait l'objet de condamnation pénale.

Lors d'une intervention, le titulaire et son personnel devront fournir au poste de garde une pièce d'identité, les certificats d'immatriculation et les attestations d'assurance des véhicules devant pénétrer dans l'enceinte militaire.

Un laissez-passer sera alors délivré à chaque personnel; ce document devra être restitué à la fin de l'intervention.

Le titulaire demeure seul responsable des agissements de son personnel et de ses sous-traitants, notamment des actes délictueux ou faute grave qui pourraient être commis par ceux-ci aux préjudices de la 13<sup>e</sup> BSMAT. Le titulaire sera, en toute hypothèse, civilement responsable des faits et gestes de son personnel et de ses sous-traitants.

### **6.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges (planche de repère).

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du



marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Dans le cas du suivi qualité des fournisseurs, l'Administration peut être amenée à évaluer les prestations fournies par le titulaire (délais de livraison, litige(s) sur factures, anomalie(s) sur documents administratifs, etc...)

### **6.3 Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par les personnels chargés de la constatation des services faits du site de livraison dans les conditions prévues aux articles 27, 28, 29 et 30 du cahier des clauses administratives générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG/FCS).

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler :

- La conformité entre la prestation livrée et celle demandée sur le bon de commande ;

Si ces prestations ne sont pas conformes à la commande, elles seront ajournées ou rejetées.

La titulaire devra effectuer à ses frais la ou les prestations ajournée(s) ou refusée(s) dans un délai maximum de 72 heures

## **Article 7 - PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont calculées en fonction du nombre de jours ouvrés de retard soit :

- 5% de pénalités sur le bon de commande HT en cas de retard de 1 à 5 jours ouvrés lors du non-respect du délai proposé par le titulaire ;
- 10% de pénalités sur le bon de commande HT en cas de retard supérieur à 5 jours ouvrés lors du non-respect du délai proposé par le titulaire.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire peut être exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

## **Article 8 - REGIME FINANCIER**

### **8.1 Avances**

Une avance sera consentie, si le titulaire ne s'y oppose pas, aux termes de l'article R.2391-1 du code de la commande publique uniquement pour les PME si le montant du bon de commande dépasse les 50 000.00 € HT et si le délai de livraison de la prestation est supérieur à deux mois, le montant de l'avance sera dans ce cas porté à 30% du montant du bon de commande. Aucune avance ne sera consentie dans les autres cas.

### **8.2 Variation des prix**

Le titulaire a la possibilité d'ajuster les prix sur la base du tarif initial qu'il applique à ce marché en utilisant la formule d'indexation ci-dessous.

Il dispose d'un délai calendaire de deux (2) mois en amont de la date anniversaire du marché pour proposer une nouvelle tarification.

Le prix est révisable annuellement, par application de la formule d'indexation suivante :

$$P = P_0 (\text{indice INSEE 1} / \text{indice INSEE 0})$$

Dans laquelle :

P = prix ajusté hors taxe remise déduite ;

P<sub>0</sub> = prix initial hors taxe, figurant sur le tarif de base, remise déduite ;

INSEE 0 = valeur de l'indice INSEE à la date d'établissement du prix initial ;

INSEE 1 = valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date d'établissement du prix ajusté.

L'indice INSEE à prendre en compte est : A10 BE

« Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés ».

Le coefficient ainsi obtenu ne comportera pas plus de quatre (4) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices correspondant au secteur d'activité sont relevées sur le site internet de l'INSEE.

### **8.3 Informations comptables**

Le comptable assignataire des paiements est :

Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA)

Le Vendôme III - 11 rue du Rempart - 93196 Noisy-Le-Grand Cedex

**Code nomenclature CPV :** 50632000-3

**Intitulé de la nomenclature :** service de réparation et d'entretien de machines et d'appareils électriques et de matériels connexes.

**Imputation budgétaire:** 0178160101Z1

**Groupe marchandises :** 37.02.01 maintenances des installations électriques

### **8.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après réception de la fourniture par le service bénéficiaire.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production des factures. Le temps mis par ce dernier pour les faire parvenir à l'administration ne pourra pas donner lieu au versement d'intérêts moratoires.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du service exécutant : D1816JM078 ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique (bon de commande).

Toutefois, la transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'Etat sous forme dématérialisée.

Le titulaire a deux possibilités en utilisant le portail Chorus pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

- en déposant ses factures (chorus pro en mode manuel),
- en saisissant en ligne ses factures (chorus pro automatique système EDI).

Conditions préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Nota :

Pour déposer vos factures sur Chorus pro, vous devrez fournir toutes les mentions légales ainsi que les trois informations suivantes :

- Le SIRET générique de l'Etat : **110 002 011 00044** ;
- Le code du service exécutant (SE) de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (DCSIMMT) : **D1816JM078** ;
- Le numéro d'engagement juridique (**numéro du bon de commande**).

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de son paiement.

#### **Délai de paiement :**

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de prise en compte des fournitures ou de la date de dépôt de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la précédente.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandées ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1er janvier et au 1er juillet, majoré de huit points ;

Une indemnité forfaitaire de 40 euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant ;

Possibilités de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

## **Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **9.1 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

## **9.2      *Changement affectant le titulaire***

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **9.3      *Résiliation***

L'acheteur peut résilier le marché :

- lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2395-1 à L2395-2 du code de la commande publique.
- pour faute du titulaire lorsqu'il ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels » conformément à l'article 41.1.c) du CCAG FCS.

## **9.4      *Litiges et contentieux***

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2397-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité compétent est situé à Lyon.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon 63000).

# **Article 10 -    SIGNATURES**

## **10.1 - LE TITULAIRE**

Mon offre me lie jusqu'au

(Validité de l'offre au moins égale à 90 jours)

- Pour le lot n° 1 \* : OUI - NON
- Pour le lot n° 2 \* : OUI - NON
- Pour le lot n° 3 \* : OUI - NON

\*Rayer la mention inutile

Nom, prénom du signataire (*)	Date	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## 10.2 - LE POUVOIR ADJUDICATEUR DELEGUE

La présente offre est acceptée en ce qui concerne l'accord cadre à bons de commande.

- Pour le lot n° 1 \* : OUI - NON
- Pour le lot n° 2 \* : OUI - NON
- Pour le lot n° 3 \* : OUI - NON

\*Rayer la mention inutile

Nom, prénom, qualité	Date	Signature
Le Commandant Marc MAISANT Chef du détachement de Moulins / Yzeure Pouvoir adjudicateur délégué		

## Article 11 - NOTIFICATION

Le présent marché est notifié via la plateforme des achats de l'état (PLACE).

La date de notification correspond à la date de l'accusé de réception dématérialisé annexé au présent document.

## Article 12 - DEROGATION AU CCAG

Dérogation de l'article 14.1.1.

## Article 13 - ANNEXES

- L'annexe 1 : lot 1 colonnes élévatrices portiques ;
- L'annexe 2 : lot 2 ponts élévateurs traverses ;
- L'annexe 3 : lot 3 tables élévatrices plans inclinés ;
- L'annexe 4 : rapport d'intervention ;
- L'annexe 5 : pénalités ;
- L'annexe 6 : table de prix maintenance corrective.